

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 85 – juin 2016 – 5,50 €*



Dossier thématique

La Résistance alsacienne

Histoire d'objets de la Résistance

Cette nouvelle rubrique de *La Lettre* présentera, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montrera comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance.

Les postes émetteurs-récepteurs, des liens vitaux mais périlleux pour la Résistance

Les liaisons radios clandestines permettent de transmettre à Londres puis à Alger libérée les renseignements militaires, politiques et économiques urgents collectés par les réseaux de Résistance en France. Elles permettent également l'organisation des opérations maritimes et aériennes par lesquelles transitent les courriers (informations moins urgentes) et certains agents des réseaux mais aussi les parachutages, tout en coordonnant les différents groupes de résistants.

Ces liaisons s'établissent entre un émetteur fixe appelé «la centrale» installée en territoire libre (Angleterre ou Algérie libérée) et un émetteur-récepteur mobile appelé «la station», fonctionnant en territoire contrôlé par l'ennemi.

De nombreuses difficultés existent pendant les deux premières années pour organiser les liaisons radios clandestines.

En 1941-1942, les postes émetteurs-récepteurs sont rares. Lourds, encombrants, fragiles, ils sont facilement repérables lors de contrôles. Leur maniement est complexe et aléatoire : difficultés à déterminer la bonne fréquence, opérateurs des centrales anglaises difficilement joignables par pénurie de personnel, procédure de codage (système de «double transposition») longue et complexe⁽¹⁾.

Formés en Angleterre pour le compte du BCRA⁽²⁾ ou du SOE⁽³⁾, les opérateurs radios surnommés «pianistes», agents hautement spécialisés, sont parachutés ou déposés par Lysander.

Progressivement, d'autres radios sont formés en France occupée après avoir été recrutés parmi des opérateurs civils ou militaires⁽⁴⁾.

Le matériel de transmission (émetteurs-récepteurs, dispositifs d'alimentation, quartz...) est quant à lui parachuté séparément par containers pour être réparti ensuite entre les utilisateurs.

À chaque contact avec sa centrale anglaise, le radio clandestin s'expose aux recherches des Allemands qui tentent de le localiser grâce à un procédé de recherche d'ondes : la radiogoniométrie.

Le radio a bien conscience de ce risque et doit, malgré tout, être en mesure de garder son calme pour enchaîner la transmission en morse des messages codés.

Le respect de règles de sécurité strictes, pour garantir la sécurité des radios, limite encore l'efficacité des émissions clandestines : ne pas émettre plus de 10 minutes sur la même fréquence, changer de fréquence pendant une émission (en changeant de quartz fixant la longueur d'onde prévue) qui ne doit pas excéder 20 à 30 minutes, utiliser une puissance



camouflage. Possédant un fil d'antenne de plus de 10 mètres, les appareils peuvent tous être alimentés par une prise de courant du réseau électrique en usage en France sous l'occupation. Pour parer aux coupures d'électricité fréquentes les postes sont aussi équipés de batteries. Ci-contre : scène reconstituée d'un opérateur radio clandestin transmettant des messages à l'aide d'un poste émetteur-récepteur.

d'ondes réduite, placer des guetteurs autour du lieu d'émission qui doit changer le plus souvent possible.

Lors de leurs multiples déplacements, les radios ne doivent transporter ni poste, ni quartz, ni message, ni arme afin de limiter les risques d'arrestations lors de fouilles fréquentes dans les gares, les transports...

Durant la période 1941-1942, la répression allemande est redoutable. L'espérance de vie d'un radio n'est que de 6 mois. Le pourcentage de pertes des radios du BCRA s'élève à 75 % pour les années 1941 et 1942 et à 50 % au cours du premier semestre de l'année 1943.

Fin 1942, afin de mieux contrôler l'utilisation du matériel et sécuriser les transmissions, Jean Moulin, met en place le service *Wireless Transmission* pour les réseaux action et les missions. En juillet 1943, une vague d'arrestations s'abat sur ce service désorganisant totalement les transmissions avec Londres. C'est alors qu'est mis en place le plan Électre. Jean Fleury, chef du réseau Électre, après avoir réussi à convaincre le BCRA de la fiabilité de son organisation, réorganise les liaisons radios sur la base de centres régionaux capables d'échanger leurs fréquences et leurs indicatifs entre plus de 100 opérateurs pour tromper les recherches ennemies.

En 1944, le plus grand nombre d'émetteurs-récepteurs, les améliorations techniques et l'organisation des émissions clandestines permettent aux Alliés de recevoir un flot de renseignements stratégiques mais surtout tactiques. Ainsi, en juin 1944, près de 1000 télégrammes (sur plus de 3300) sont envoyés à Londres par les réseaux de renseignement du BCRA.



Coll. musée de l'Ordre de la Libération/
Photographie J. Redouane

Poste émetteur récepteur AMKII

Entre le début et la fin de la guerre, les émetteurs-récepteurs utilisés pour les liaisons radios clandestines bénéficient de perfectionnements techniques considérables (utilisation de quartz, miniaturisation, fabrication en série...).

Leur poids passe de 20 kg, pour le modèle MD XV, mis en service en 1941, nécessitant deux grosses valises pour son transport, à 9 kg pour le poste type AMKII utilisé à la fin de l'année 1942 et de loin le plus employé par la Résistance lequel tient dans une petite valise (38 X 24 X 10 cm).

De plus, ce dernier modèle est composé de trois modules séparés (récepteur, émetteur et alimentation) facilitant son camouflage. Possédant un fil d'antenne de plus de 10 mètres, les appareils peuvent tous être alimentés par une prise de courant du réseau électrique en usage en France sous l'occupation. Pour parer aux coupures d'électricité fréquentes les postes sont aussi équipés de batteries. Ci-contre : scène reconstituée d'un opérateur radio clandestin transmettant des messages à l'aide d'un poste émetteur-récepteur.

L'augmentation des liaisons perturbe les moyens de repérage et égare les recherches ennemies. Entre juillet 1943 et juillet 1944, le taux de perte des opérateurs radios tombe en dessous de 25 %.

Frantz Malassis

(1) 15 minutes sont nécessaires pour chiffrer un message de 140 lettres. Ce système, qui perdure jusqu'en septembre 1943, demande une attention soutenue. La moindre erreur commise au codage rend le message indéchiffrable par le correspondant.

(2) Comme Pierrette Louin.

(3) Comme Georges Begué ou Yvonne Comeau.

(4) Comme René Bouvret. Repéré lors d'une émission, il tombe les armes à la main le 4 janvier 1944 dans la région d'Hauteville (Ain) après avoir détruit son poste.

(5) Sur l'histoire et les techniques des liaisons radio clandestines, on pourra consulter :

- «Liaisons radios», article de Robert Belot in *Dictionnaire historique de la Résistance*, Robert Laffont, 2006.

- Jean-Louis Perquin, *Les opérateurs radio clandestins. SOE, BCRA, OSS, Histoire et Collections*, 2011. Ce livre traite de l'aspect matériel des radios clandestines avec un panorama complet des différents postes utilisés.

- Amicale des réseaux action de la France combattante, *Les réseaux action de la France combattante 1940-1944*, 1986. Ce livre, téléchargeable depuis ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/les-reseaux-action-france-combattante_publication6.htm, aborde de façon très claire les techniques utilisées par les réseaux de résistance : codage, formation des radios mais aussi les techniques de repérage de l'ennemi...

En couverture : Photographie réunissant quatre Alsaciens incorporés de force dans la *Wehrmacht*. De gauche à droite : Charles Kuchel, Eugène Ortlieb, Jean-Jacques Berger (tous trois de Behlenheim dans le Haut-Rhin) et un inconnu. Elle semble avoir été prise à l'été 1943 pendant qu'ils faisaient leurs classes à Dirschau (Pologne), avant de rejoindre le front de l'Est. L'inscription peinte sur la valise dit leur désir d'une victoire alliée (cf. la croix de Lorraine) et, indirectement, le tragique de leur situation. La désertion était alors quasiment la seule forme de résistance envisageable. Archives privées de la famille Kuchel-DR



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

La Résistance alsacienne

- L'Alsace à l'épreuve du nazisme.....p. I
- La Résistance alsacienne et son rôle dans la Libérationp. II
- Le Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA).....p. V
- Le drame de Ballersdorfp. VI
- Bernard Metz.....p. VII
- Pour en savoir plusp. VIII

Mémoire et réflexions

- Histoire d'objets de la Résistancep. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogiep. 4 et 6
- Activités du département documentation et publications.....p. 7
- Activité du département AERIp. 8

Les activités de MER

- Association des amis de la Fondation de la Résistance.....p. 5

- Livresp. 6

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Jacques Vistel, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée, Marie-Noël Diener-Hatt, Mireille Hincker, Éric Le Normand, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean-Baptiste Metz, Jean Novosseloff, Jacqueline Pfohl, Edith Robin, Hélène Staes, Frédéric Stroh, Manuel Valls-Vicente, Marie-Claire Vitoux.
Fichier des abonnés : Amélia Polonia-Vaz
Maquette, photogravure et impression : humancom, 48 rue de Dantzig 75015 Paris.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 85 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : mars 2016

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Le mot du Président

Le Conseil d'administration de la Fondation de la Résistance qui s'est tenu le 8 juin dernier, constatant l'empêchement du président Jacques Vistel d'exercer ses fonctions, et en accord avec lui, m'a confié la responsabilité de le remplacer durant toute la durée de son indisponibilité. Attaché familialement aux résistants qui ont créé cette institution pour perpétuer l'histoire et la mémoire de leur engagement, j'ai accepté cet honneur et cette mission.

J'avais déjà, en son absence, été conduit le 27 mai dernier à co-présider la cérémonie de ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu au côté du vice-président de la Fondation le docteur Pierre Morel.

Cette cérémonie rappelle en effet un événement majeur. Le 27 mai 1943, au cœur de Paris occupé par les Allemands, Jean Moulin, seul représentant du général de Gaulle en France, réunissait le Conseil national de la Résistance. Cette initiative audacieuse venait renforcer la légitimité du général de Gaulle dans son rôle de chef politique à la tête de la France libre dans le contexte de rivalité qui l'opposait au général Giraud, soutenu par les Alliés.

Réunissant les principaux mouvements de Résistance, les partis politiques et les syndicats clandestins, ce « parlement clandestin » incarnait l'unité de la Résistance dans sa lutte pour la Libération et l'indépendance nationale.

Quelques mois plus tard, le 15 mars 1944, le Conseil national de la Résistance adoptera un programme dont la deuxième partie « mesures à appliquer dès la libération » jettera les bases d'une refondation économique et sociale de la France. Ce texte, qui faisait consensus au sein des partis, syndicats et mouvements de la Résistance, se concrétisera, entre décembre 1944 et les élections législatives du 2 juin 1946, par des réformes structurelles majeures (nationalisation d'entreprises, sécurité sociale, comités d'entreprise...) qui marqueront fortement notre Pays.

Depuis douze ans, chaque 27 mai, la Fondation de la Résistance commémore l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance en ravivant la Flamme sous l'Arc de Triomphe après une cérémonie très sobre au monument Jean Moulin.

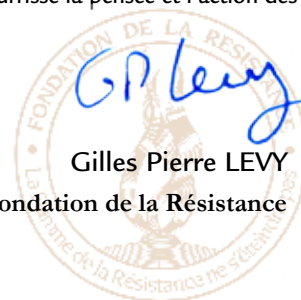
Depuis 2013, ces initiatives prennent place dans le cadre de la journée nationale de la Résistance instaurée par la loi du 19 juillet 2013.

Par cette commémoration, il ne s'agit pas de conserver pieusement et de façon immuable cet héritage, mais bien de s'inspirer de son esprit pour qu'il nourrisse la pensée et l'action des décideurs et des citoyens français d'aujourd'hui. ●



DR

Le mot du Président



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

Concours national de la Résistance et de la Déportation 2016-2017

Le thème 2016-2017 retenu par le jury national est le suivant : « **La négation de l'Homme dans l'univers concentrationnaire nazi** ». Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, a salué, dans un communiqué de presse daté du 13 mai 2016, le choix du jury national du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) pour le thème de l'année 2016-2017.

Un arrêté et une note de service précisant la nouvelle organisation du Concours seront publiés avant la fin de l'année scolaire.

Pour plus d'informations, consulter la rubrique « Actions pédagogiques » de notre site Internet : www.fondationresistance.org

Activités du département recherche et pédagogie



Jérémy Cuennin / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis
Georges Boutilier / SNAPP reportages

La Fondation de la Résistance soutient l'éducation artistique et culturelle

La Fondation de la Résistance et la Maison des écrivains et de la littérature ⁽¹⁾ (mél) ont soutenu activement un parcours artistique et culturel choisi par une équipe pluridisciplinaire du collège Pierre-André Houël à Romainville et financé par le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis. Les parcours « La Culture et l'Art au Collège » (CAC) sont des dispositifs départementaux d'éducation artistique et culturelle soutenus par le département de la Seine-Saint-Denis, en partenariat avec l'Éducation nationale et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) d'Île-de-France. Cette année, 300 parcours menés par 99 structures culturelles et artistiques se sont déroulés dans 122 des 125 collèges publics du département.

D'une approche historique...

Garance Mouriaux, professeure de français, Mathilde Iung, professeure d'histoire-géographie et Contance Ouvrard, professeure d'arts plastiques, avec l'accord du chef d'établissement, ont engagé leurs élèves d'une classe de troisième dans un projet intitulé « Les traces des femmes résistantes dans le fort de Romainville durant la Seconde Guerre mondiale ». Le parcours de quarante heures est composé de diverses sorties ou rencontres, de temps de concertation pour l'équipe et de vingt heures d'atelier d'écriture avec un auteur contemporain. D'octobre 2015 à mai 2016, les élèves se sont ainsi familiarisés avec l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en découvrant des acteurs, des archives et des objets qui leur ont permis de comprendre les raisons, les enjeux

mais aussi les risques de l'engagement résistant.

Frantz Malassis et Hélène Staes, de la Fondation de la Résistance, ont organisé et guidé la visite du fort de Romainville avec l'aide de Joël Clesse des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, fin connaisseur des graffitis de la casemate 17 et le soutien de Madame Parra du ministère de la Défense. Les élèves ont ainsi découvert sur leur territoire l'histoire d'un lieu emblématique de la répression allemande (photos 1 et 2). Après avoir écouté une conférence donnée par Bruno Leroux, directeur historique de la Fondation de la Résistance, ils ont assisté au cinéma Le Trianon de Romainville à la projection du film *L'Armée du crime* du réalisateur Robert Guédiguian. Quelques semaines plus tard, Frantz Malassis et Hélène Staes les ont guidés dans l'espace Seconde Guerre mondiale du Musée de l'Armée à l'Hôtel national des Invalides (photo 3), avant de les inviter à prendre part au ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe aux côtés du Secrétaire d'État

auprès du ministre de la Défense chargé des anciens combattants et de la mémoire Jean-Marc Todeschini, présent ce jour. Des élèves ont déposé des iris sur la tombe du soldat inconnu (photo 4) quand d'autres portaient des drapeaux d'associations de résistants aujourd'hui dissoutes (photo 5).

... à des travaux d'écriture

L'auteure Christine Deroin ⁽²⁾, qui s'intéresse tout particulièrement à la question de la Résistance et de l'oppression, a accompagné durant plusieurs semaines les élèves dans leur travail d'écriture, soutenue en cela par Nathalie Lurton de la Maison des écrivains et de la littérature. Un corpus documentaire (textes littéraires, lettres) a été rassemblé par Hélène Staes grâce au précieux travail de collecte réalisé par l'historien Thomas Fontaine ⁽³⁾ et à la vidéothèque de la Fondation pour la mémoire de la Déportation qui a été mise à la disposition de la Fondation

suite en page 6 ➡

Enseigner la Résistance

À l'initiative de l'Inspection générale de l'Éducation nationale et avec le soutien de la Fondation de la Résistance, la publication transmédia *Enseigner la Résistance* paraîtra en septembre 2016 dans l'univers « Maîtriser » aux éditions Canopé. Sous la direction de Laurent Douzou, professeur des universités, et Tristan Lecoq, Inspecteur général de l'Éducation nationale, un livre et un espace pédagogique en ligne vont ainsi voir le jour. Des historiens ont accepté de faire état de leurs recherches les plus récentes dans un ouvrage et des enseignants ont, quant à eux, relevé le défi de proposer des éléments de mise en œuvre des programmes et de concevoir des études de documents librement accessibles en ligne sur des thèmes aux enjeux complexes. Nous vous tiendrons informés de cette parution dans *La Lettre* de septembre prochain.

LA LETTRE

La Résistance alsacienne

Ce dossier thématique est une étude régionale de la Résistance dans un territoire au régime d'occupation très spécifique par rapport au reste du territoire français. Il traite de la « résistance alsacienne » au sens collectif, celle des Alsaciens qui se sont consacrés à la libération de leur région annexée, en Alsace mais aussi, parfois, de l'extérieur. Bien d'autres Alsaciens ont œuvré sur le reste du territoire français dans les grands mouvements ou réseaux de résistance.

L'Alsace à l'épreuve du nazisme

Par Marie-Claire Vitoux, maître de conférences émérite à l'université de Haute-Alsace



Affiche allemande *Hinaus mit dem Welschen Plunder* (« Dehors le fatras français »).

Cette célèbre affiche apposée en Alsace en mai 1941, résume tout le projet nazi concernant les deux départements annexés, symbolisés par la flèche de la cathédrale de Strasbourg. C'est d'une part la germanisation, qui implique la disparition de toute trace de la culture française : le coq gaulois, le béret basque, l'armée française (casque du poilu, képi de l'officier) et la littérature, représentée par deux ouvrages antigermaniques qui ont décrit l'Alsace au temps de la première annexion : le roman de René Bazin *Les Oberlé*, publié en 1901 et le plus connu des albums pour la jeunesse de Jean-Jacques Waltz, dit Hansi. Mais c'est aussi, implicitement, la nazification, avec l'abolition de la République (buste de Marianne) et de la presse de gauche : l'œuvre était entre les deux guerres un des principaux titres de la presse française radicale socialiste.

En juin 1940, l'annexion de fait de l'Alsace à l'Allemagne est accomplie. L'imposition de l'ordre nazi y est immédiate, brutale et globale. Il s'agit de réaliser non pas une simple occupation militaire mais bien la nazification d'une province allemande. Le sort de l'Alsace est ainsi radicalement différent de celui imposé au reste de la France : les nazis ne veulent pas obtenir la simple obéissance des Alsaciens, ils veulent emporter leur adhésion.

Administrativement, les deux départements alsaciens sont intégrés, avec le Land allemand de Bade, dans le Gau Oberrhein placé sous l'autorité du *gauleiter* Robert Wagner, tandis que le département de la Moselle, qui avait formé le Reichsland avec l'Alsace de 1871 à 1918, est rattaché au Gau Westmark avec le Palatinat et la Sarre (*gauleiter* Bürckel).

Les expulsions des Français de l'intérieur, des francophiles, des communistes et des juifs durant l'été et l'automne 1940 privent la province d'une bonne partie de ses cadres. La prise en mains de ceux qui restent et de ceux qui sont revenus après l'évacuation de 1939 se déploie immédiatement et dans tous les aspects de la vie quotidienne.

Une région germanisée et nazifiée

Le réseau du parti nazi (NSDAP) contrôle de façon particulièrement serrée les Alsaciens : l'*Opfering* (organisation de solidarité) qui prépare l'ouverture du parti aux Alsaciens, le maillage de surveillance des habitants par le réseau des *Blockleiter*, *Zellenleiter*, *Ortsgruppenleiter*, le serment de fidélité à Hitler imposé à tous les fonctionnaires et qui provoque une grave crise de conscience chez beaucoup, etc. La lutte contre l'influence française va jusqu'au ridicule mais s'appuie sur une brutale répression : germanisation des noms et prénoms, interdiction du port du béret basque, interdiction de parler français, pour ne citer que quelques exemples de ces mesures vexatoires. Les fautes sont punies lourdement, en particulier par l'internement au camp de « rééducation » de Schirmeck-Vorbrück. En complément de cette lutte anti-française, la propagande germanique et nationale-socialiste se déploie dans les défilés où la participation est obligatoire, dans les « cours de nazisme » dispensés dans les associations nazies qui encadrent la vie quotidienne et bien évidemment, à l'école, dans

SOMMAIRE

- L'Alsace à l'épreuve du nazisme p. I
Par Marie-Claire Vitoux, maître de conférences émérite à l'université de Haute-Alsace
- La Résistance alsacienne p. II
et son rôle dans la Libération
Par Éric Le Normand, historien, coordinateur du DVD-Rom La Résistance des Alsaciens
- Le Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA) p. V
Par Mireille Hincker, déléguée générale honoraire du Souvenir Français pour le Bas-Rhin, avec la collaboration de Jacqueline Pfohl
- Le drame de Ballersdorf p. VI
Par Frédéric Stroh, doctorant en histoire contemporaine
- Bernard Metz p. VII
Par Marie-Noël Diener-Hatt, avec la collaboration de Jean-Baptiste Metz
- Pour en savoir plus p. VIII

la censure de la presse (le *Tagsblatt* de Mulhouse est surnommé « le tas de blagues »), dans le contrôle des loisirs et de la culture, etc. Pour marquer de façon indiscutable l'appartenance de l'Alsace à l'espace allemand, le *gauleiter* Wagner y ouvre le camp de concentration le plus occidental du système concentrationnaire nazi, celui du Struthof.

La mesure la plus douloureusement vécue par la province est, cela ne fait aucun doute, l'enrôlement des jeunes gens des deux sexes, voire des très jeunes, dans l'effort de guerre allemand : la *Hitler Jugend* (obligatoire à partir de janvier 1942) et le *Bund Deutscher Mädel* (association des jeunes filles allemandes) préparent le *Reichsarbeitsdienst* (obligatoire à partir de mai 1941) qui, lui-même, débouche, pour les garçons, sur l'incorporation dans la *Wehrmacht* (août 1942) voire dans la *Waffen SS* (surtout à partir de 1944) et, pour les jeunes filles, sur leur transplantation dans l'Allemagne bombardée et, très souvent, dans la défense anti-aérienne.

Conséquences sur la nature de la résistance alsacienne

La société alsacienne subit donc, à partir de l'été 1940, la poigne de fer du système nazi. C'est donc par comparaison avec la situation allemande qu'il faut analyser les réactions de la société civile, depuis l'adhésion à l'idéologie nazie jusqu'à son refus absolu. L'historiographie allemande a forgé le double concept de *Widerstand* ou résistance armée/active et de *Resistenz* pour la résistance civile⁽¹⁾. Les réseaux de passeurs et de résistants sont, en Alsace, particulièrement fragiles et rapidement démantelés.

Détenus du camp de Schirmeck (Bas-Rhin), après la tonte.

Ouvert dès l'été 1940, Schirmeck est un « camp de sécurité » (*Sicherungslager*) destiné à réprimer les opposants, et un « camp de rééducation » (*Erziehungslager*) visant à endoctriner les Alsaciens et les Mosellans réfractaires au nazisme. On évalue à 15 000 le nombre de détenus passés par ce camp jusqu'en 1944. Ils sont majoritairement originaires des trois départements annexés, mais parmi eux il y a aussi des Juifs, des « asociaux », des droits communs, des prisonniers d'une vingtaine de nationalités (y compris des Allemands antinazis). Le camp a également une fonction de triage : nombre de détenus sont transférés ensuite dans d'autres camps du Reich, camps de concentration ou camps d'extermination. À leur arrivée à Schirmeck, les détenus sont tondus, opération se prolongeant par une séance de désinfection avec immersion de la tête dans un baquet.

Archives privées de la famille de Eining. DR.



La résistance de la société civile alsacienne ne peut, quant à elle, se produire que clandestinement ou symboliquement, par l'utilisation du français en famille, l'écoute de la radio de Londres ou plus souvent de la radio suisse *Beromünster*, l'exaltation « involontaire » des trois couleurs (les bacs à fleurs plantés de bleuets,

de lys et de géraniums rouges), etc. La forme la plus aboutie, ce sont les jeux de mots entre français, allemand et alsacien, ce sont les blagues, les « bons mots », les sous-entendus subtils ou non que sait si bien porter la langue alsacienne. Autant de preuves que le projet nazi globalement échoué en Alsace. ■

(1) Voir en France les travaux de Jacques Semelin, notamment *Sans armes face à Hitler* (1989, rééd. Les Arènes, 2013) et *Face au totalitarisme, la résistance civile* (éd. André Versaille, 2011).

La Résistance alsacienne et son rôle dans la Libération

Par Éric Le Normand, historien, coordinateur du DVD-Rom *La Résistance des Alsaciens*

Dès les années 1930, les Alsaciens sont les premiers à connaître les effets du nazisme en Allemagne, en recueillant les premiers réfugiés, israélites ou politiques. C'est dans ce contexte que le 2^e bureau de l'armée, spécialisé dans les renseignements, emploie de nombreux Alsaciens qui peuvent obtenir des informations de l'autre côté du Rhin. Ce lien important va jouer un grand rôle dans la Résistance alsacienne.

Les premières réactions à l'annexion

Le premier geste symbolique des Alsaciens va se manifester dans les camps de prisonniers de guerre. En septembre 1940, un certain nombre de PG alsaciens sont réunis à Offenbourg (Allemagne) où on leur demande de signer un papier visant à reconnaître leur nationalité allemande avant d'être libéré. Certains refusent et

préfèrent rester prisonniers plutôt que de retrouver une « certaine » liberté.

En Alsace, la première opposition collective va être l'œuvre de la jeunesse. Comme en France « de l'intérieur » avec la manifestation des étudiants le 11 novembre 1940 à Paris, les jeunes alsaciens vont mettre en place des actions « coup de poing » visant à faire connaître leur mécontentement : bris de vitrines où trônent le buste d'Hitler, lacerations des drapeaux nazis, écritures sur les murs, recherche d'armes... À Mulhouse, Colmar et Strasbourg, des groupes plus ou moins organisés naissent. Mais, malgré des cloisonnements et une discipline stricte, ils vont tomber entre les griffes de la Gestapo au cours de l'année 1941. Trois jeunes vont avoir un destin particulièrement douloureux, les nazis désirent faire des exemples. Marcel Weinum de La Main noire à Strasbourg est exécuté le 14 avril 1942 à Stuttgart (Allemagne), Jean-Paul Kremer du lycée Bartholdi de Colmar est déporté au camp de concentration de Struthof-Natzweiler (Bas-Rhin) puis à celui de Buchenwald (Allemagne) ; quant à Fernand Demouge, de la Légion C 40 à Mulhouse, il est déporté quatre mois dans une « Maison de Correction » – en fait une prison pour jeunes – à Sinsheim (Allemagne).

La Résistance alsacienne va prendre trois formes principales : les filières d'évasion, la Résistance ouvrière et les réseaux de renseignements.

Des formes très spécifiques et précaires de résistance, dues à la situation de la région

Les filières d'évasions se multiplient dès 1940 avec l'apparition des premiers prisonniers de guerre évadés. Elles ont besoin de passeurs mais également d'un nombre important de convoyeurs et de pourvoyeurs en vêtements, nourriture et logements. Ainsi, de nombreux Alsaciens et Alsaciennes sont sollicités. Le schéma des grandes filières est ainsi toujours le même : regrouper les évadés dans des villes, les convoier vers des villes moyennes puis les remettre à des passeurs près de la frontière avec la France occupée. Mais, elles sont également doublées par des gens isolés qui ne dépendent d'aucunes structures ou tout du moins qui ne les connaissent pas. L'évasion la plus spectaculaire est sous doute celle du général Giraud en avril 1942. Par l'intermédiaire d'indicateurs, la Gestapo va réussir



Archives privées de la famille Engelen-Faber. DR.

Marcelle Engelen (2^e à droite) avec trois candidats à l'évasion, à Strasbourg le 27 octobre 1941.

Marcelle Engelen appartient au groupe des Pur Sang, créé en janvier 1941 par Lucienne Welschinger avec un noyau de jeunes femmes liées entre elles par leur engagement scout au sein des Guides de France. Elles vont organiser une des principales filières d'évasion de prisonniers de guerre français hors de la zone annexée, recrutant de nombreux concours pour héberger, nourrir, vêtir, fournir en faux papiers et convoier leurs protégés. Elles repèrent elles-mêmes les zones de passage : d'abord vers la Suisse, puis à travers les Vosges où la filière passe par Gérardmer puis Épinal, d'où des cheminots complices acheminent les évadés jusqu'à Lyon en wagons plombés. Sur cette photo, Marcelle Engelen est en compagnie d'une jeune juive du nom de Noth, et de deux PG, Illing et Schut, la veille de leur départ pour Épinal. En 1942, Marcelle Engelen passera elle-même en zone Sud pour fuir l'enrôlement obligatoire des jeunes alsaciennes dans le *Reichsarbeitsdienst* (« service du travail »).

Rapport économique sur la mobilisation du Reich face à la guerre, diffusé par la résistance alsacienne en 1942.

Ce document constitue un compte-rendu officieux de la réunion du 2 février 1942, à Karlsruhe, où les responsables économiques du Gau Bade-Alsace ont discuté des nouvelles orientations de l'économie de guerre allemande fixées par Goering peu auparavant. Le directeur de la Chambre des métiers, Hubert Ley a pris secrètement des notes et les a remises au directeur de la chambre de commerce de Strasbourg, Ernest Lami, lequel les a transmises par un avocat et un industriel à l'organisation clandestine de Charles Bareiss. Celle-ci en réalise des copies, diffusées en Alsace, à Colmar et Mulhouse, mais aussi vers la France libre, par l'intermédiaire du réseau Confrérie Notre-Dame.

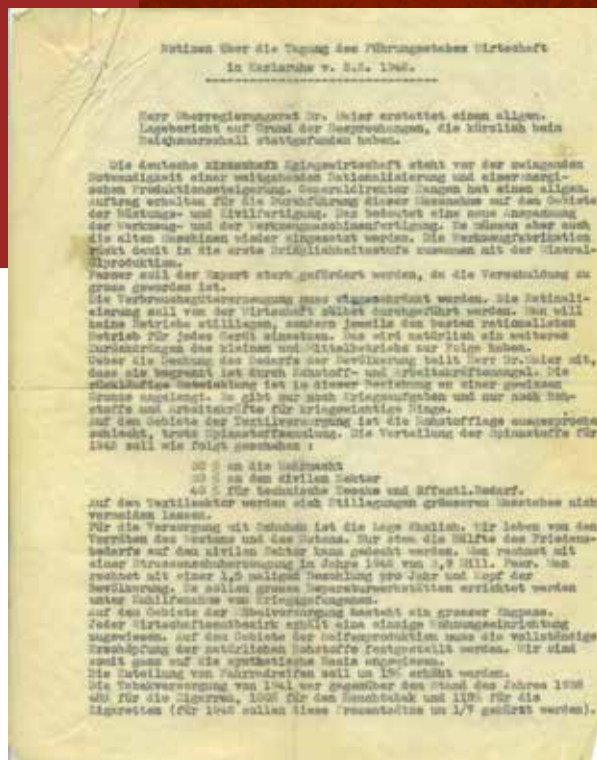
À infiltrer de nombreuses organisations et c'est ainsi que dès 1942, les arrestations vont se succéder. Elles touchent la filière du docteur Paul Flesch d'Haguenau dans la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines, celles des Pur Sang de Strasbourg dans la vallée de Munster, d'Eugène Hussmann-Joseph Rey de Colmar dans la vallée de Kaysersberg, de Lucien Rohmer – Lucien Braun de Mulhouse à la Suisse puis celle d'Alphonse Burckert – Paul Rudloff – Lucien Fischer de Reichshoffen au Rethal (Moselle).

À côté de cette activité clandestine spécifique, la Résistance ouvrière va jouer un grand rôle. Les membres du Parti communiste (PC), étant listés dès 1939 par les Renseignements Généraux (RG) après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, sont plus exposés à la répression nazie. Néanmoins, par l'intermédiaire de Georges Wodli et d'une petite équipe de volontaires, René Kern, Marcel Stoessel, René Birr, Eugène Boeglin, Edouard Schwartz, Auguste Sontag, Adolphe Murbach et Alphonse Kuntz, une intense activité clandestine se met en place dans les grands centres des chemins de fer, dans les principales usines ou dans les mines potassiques du Haut-Rhin. Il s'agit surtout de propagande ⁽¹⁾, de sabotage et de mise en place d'une caisse de soutien pour les familles de victimes du nazisme. Mais, dès le mois de mai 1942,

la Gestapo opère de véritables rafles et parvient à arrêter de nombreux chefs et responsables. Ces derniers sont condamnés à mort pour « préparation à la haute trahison » et guillotins en juin 1943 à la prison de Stuttgart (Allemagne). Quant à leur chef, Georges Wodli, arrêté par les autorités de Vichy, il meurt sous la torture le 1^{er} avril 1943 au siège de la Gestapo de Strasbourg, rue Sellénick.

Enfin, une troisième composante se manifeste en Alsace, le renseignement. En effet, si la frontière est fermée entre l'Alsace et la « France de l'intérieur », elle reste ouverte avec l'Allemagne. Ainsi, des renseignements de premier ordre peuvent être transmis. C'est la découverte d'un rapport économique allemand en avril 1942 dans un express Paris-Toulouse qui va entraîner la chute du premier réseau, l'organisation de Charles Bareiss basée essentiellement sur le Bas-Rhin. D'autres réseaux vont jouer un rôle important: famille Martin à Colmar, avec Éric Edenwald et Frédéric Hunsinger qui va infiltrer la Police; Kléber-Uranus dans le Haut-Rhin dont le chef, le capitaine Louis

Kleinmann, se trouve à Lons-le-Saunier; ou le réseau Martial dont l'origine se situe à Thann. Ce dernier, sous la houlette de Paul Dungler, va jouer un rôle important en se développant hors d'Alsace et en dépassant son rôle spécifique de réseau de renseignement: il regroupera les Alsaciens résistants au sein de

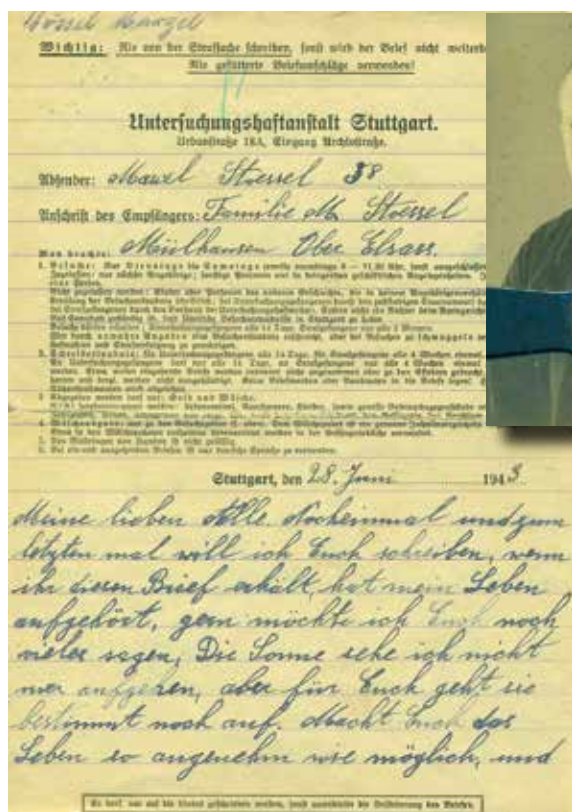


Archives privées de la famille Schab. DR.

Groupes Mobiles Alsace (GMA) afin de prendre part aux combats de la Libération. Fortement marqué par la présence d'anciens agents du 2^e bureau de l'armée française, il va garder d'étroits contacts avec certains services clandestins de l'armée d'armistice et ainsi mener à bien l'évasion du général Giraud en avril 1942.

Un événement majeur: les réactions à l'incorporation de force

Un fait marquant va venir bouleverser la vie des Alsaciens soumis à l'annexion, c'est le décret de l'Incorporation de force du 25 août 1942. Déjà en 1941-1942, de nombreux Alsaciens ont marqué leur défiance face au pouvoir nazi par des actions symboliques avec notamment les fleurs sur les monuments aux morts dans la nuit du 10 au 11 novembre, la manifestation du 14 juillet 1941 à Hochfelden, les drapeaux français dressés sur les principaux bâtiments, à la gare de Mulhouse par exemple, les croix de Lorraine ou les blagues dont les Alsaciens sont friands... Toutes ces manifestations



Photographie d'identité de Marcel Stoessel en 1941, sur sa carte de grutier de la Société alsacienne de Constructions Mécaniques et dernière lettre à son épouse, écrite le 28 juin 1943 à Stuttgart, à la veille de son exécution.

Ouvrier-manœuvre avant la guerre et syndicaliste cégétiste, proche de la mouvance communiste, Marcel Stoessel devient grutier à la SACM de Mulhouse en janvier 1941. Il intègre alors l'organisation clandestine créée par Georges Wodli, se consacrant surtout à la rédaction, l'impression et la diffusion de la propagande avec l'aide d'autres camarades de la SACM et de cheminots alsaciens. Il est arrêté le 12 mai 1942 sur son lieu de travail, interné à Schirmeck puis à la prison de Bühl (Allemagne) avant d'être ramené à Strasbourg où il est jugé par le Tribunal du Peuple en mars 1943 et condamné à mort pour « haute trahison ». Il est guillotiné à la prison de Stuttgart le 29 juin 1943.

Archives privées de la famille Stoessel. DR.



Archives privées de la famille Spengler. DR.

Arrivée du Groupe Mobile d'Alsace-Suisse (GMA-Suisse) en septembre 1944 à Ornans (Doubs). Au centre: Julien Dungler.

Une des singularités de la résistance alsacienne est sa volonté d'organiser les « Alsaciens hors d'Alsace » ; dans l'espoir qu'ils participent après le débarquement allié à la libération de leur province sous forme de groupes constitués, les GMA. Cette ambition est sans doute liée au sentiment que les Alsaciens auront à prouver une nouvelle fois, plus que les Français « de l'intérieur », leur attachement à la France. L'idée d'un GMA-Suisse vient du fait que de nombreux Alsaciens se sont réfugiés dans ce pays neutre, en particulier pour fuir l'incorporation de force dans la *Wehrmacht*. Le recrutement commence clandestinement au premier semestre 1944, sous la direction d'un militaire d'active, le commandant Ernest Georges, aidé de Julien Dungler, employé au consulat français de Bâle et frère d'un pionnier de la résistance alsacienne, Paul Dungler. À l'été 1944, les volontaires commencent à être regroupés pour certains à Moggelsberg, pour d'autres à Bâle et Fribourg. Mais les parachutages d'armes espérés en Alsace du sud se révèlent impossibles. Le GMA Suisse rentre donc en France à partir du mois de septembre par le Doubs, pour intégrer la 1^{re} Armée du général de Lattre.

vont se retrouver au second plan le 25 août 1942. De multiples solutions sont envisagées et expérimentées pour échapper à l'incorporation de force : l'évasion en tout premier lieu, dont les 17 jeunes de Ballersdorf (Haut-Rhin) payent le prix de leur vie le 17 février 1943 au camp de Struthof-Natzweiler, mais aussi les mutilations, les maladies, le refus de se présenter à la convocation qui entraîne l'envoi au camp de Schirmeck pour quelques mois afin d'être « rééduqué ». Une organisation va mettre en place une véritable stratégie pour combattre cette incorporation, c'est le Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA). Menée par trois étudiants de Strasbourg, Alphonse Adam, Robert Kieffer et Émile Hincker, elle se fixe pour objectif de munir chaque incorporé d'une carte d'identité internationale afin de reconnaître le statut d'incorporé de force. Malheureusement, dès janvier 1943, les principaux membres du FJA sont arrêtés et six d'entre eux sont condamnés à mort et fusillés le 15 juillet 1943 au stand de tir Desaix à Strasbourg.

Qu'en est-il de la Résistance alsacienne en 1944 ?

Comme nous l'avons vu, les principaux réseaux étant démantelés ou ayant disparu, c'est le réseau Martial qui va organiser en grande partie la mise en place des Forces françaises de l'intérieur (FFI) en Alsace en 1944. À l'issue de deux réunions organisées à Grendelbruch (Bas-Rhin) en juin 1944, les chefs sont confirmés ou désignés. Marcel Kibler *alias* « Marceau » devient chef des FFI d'Alsace, Jean Eschbach, « Rivière », son chef d'État-Major, Georges Kiefer, « François », chef des FFI du Bas-Rhin, Paul Winter, « Daniel », chef des FFI du Haut-Rhin et Paul Freiss, « Jean-Paul », agent de liaison entre les deux départements. La stratégie est aussi clairement affirmée : il faut attendre la Libération ou l'imminence de celle-ci pour se soulever. Tout soulèvement trop rapide peut être durement réprimé par l'occupant. Dans chaque ville, dans chaque village, un responsable des FFI doit se tenir prêt à assurer l'aide aux armées alliées durant la phase de libération et à assurer la transition avant la mise en place des différents services administratifs. Pour le combat, les initiatives sont restreintes par le manque d'armes. Néanmoins, les responsables locaux vont pouvoir s'appuyer sur les différents maquis qui se sont développés au cours de l'automne 1944 dans les vallées vosgiennes, regroupant des évadés de la *Wehrmacht*, des insoumis et réfractaires ou des personnes recherchées par la Gestapo.

Libérer l'Alsace : un objectif fixé aux Alsaciens partout en France

Mais, en réalité, les FFI alsaciens ne sont pas les seuls Alsaciens à prendre part aux combats de la Libération. Suivant un plan préalablement établi, dès 1944, le réseau Martial met en place des GMA composés en grande partie d'Alsaciens s'étant évadés d'Alsace ou ayant refusé de rentrer dans leur région d'origine : le GMA Sud (1 500 hommes), sous les ordres d'André Malraux, qui va devenir la Brigade indépendante Alsace-Lorraine, le GMA Suisse (1 800 hommes), commandé par le colonel Ernest Georges, composé d'Alsaciens internés en Suisse et le GMA Vosges (600 hommes). Alors que les deux premières unités sont composées en majorités d'Alsaciens et vont intégrer la 1^{re} armée française, le GMA Vosges, constitué en grande partie de Vosgiens de la vallée du Rabodeau, va se retrouver pris en étau entre l'avancée alliée et le système défensif allemand, particulièrement important dans cette zone du front. Les cols vosgiens sont en effet particulièrement surveillés par les Allemands et le 4 septembre 1944, le combat de Viombois se révèle désastreux et ne permet pas au GMA Vosges de se constituer en unité combattante et de jouer un rôle important lors de la Libération.

Au cours de l'été et de l'automne 1944, alors que la Libération de la France bat son plein, les autorités nazies deviennent de plus en plus répressives et multiplient les déportations. Ainsi, le 1^{er} juin 1944, des officiers de réserve sont convoqués à Cernay (Haut-Rhin) mais refusent d'endosser l'uniforme allemand. Déportés au camp de concentration de Neuengamme (Allemagne), près de la moitié ne reviennent pas de déportation. À travers l'Alsace, ce genre d'exemples se multiplie. Au cours de l'automne, des rafles sont opérées sur des personnes suspectes qui sont envoyées au camp de Schirmeck. Enfin, en octobre 1944, l'affaire de la *Waldkapelle* ⁽²⁾ à Thann avec l'arrestation d'une trentaine de personnes et l'exécution de six d'entre elles en Allemagne, rappelle avec douleur que si la Libération est proche, elle n'est pas encore effective.

L'action conjointe avec les Alliés des résistants alsaciens

Néanmoins, la 1^{re} armée française du général de Lattre de Tassigny au sud et la 2^e division blindée du général Leclerc s'efforcent d'accélérer au plus vite la Libération de l'Alsace. Dès le 21 novembre 1944,

Mulhouse est libérée et deux jours plus tard, lors d'une percée éclair, Strasbourg est libérée à son tour. Grâce à l'action et au sang-froid du lieutenant FFI Robert Kleffer, toute la garnison allemande de la capitale alsacienne est capturée deux jours plus tard. Cependant, ces victoires sont fragilisées par la contre-offensive de la *Wehrmacht* dans les Ardennes en décembre 1944 et les Allemands s'accrochent autour de Colmar et au nord de Strasbourg. Les FFI alsaciens jouent alors un rôle considérable. Certains FFI deviennent guides comme Émile Silbernagel, tué au combat le 4 février 1945 à Cernay, d'autres assurent des missions d'ordre public dans les villages libérés jusqu'à l'installation des représentants du GPRF et enfin certaines unités FFI prennent part directement au combat notamment au nord de Strasbourg en janvier-février 1945 alors que la capitale alsacienne se retrouve à nouveau menacée par les Allemands.

En mars 1945, alors que la poche de Colmar est définitivement liquidée et que le territoire alsacien est complétement libéré, les FFI sont démobilisés afin de pouvoir s'engager dans des unités régulières.

L'Alsace a une histoire singulière et spécifique par rapport au reste du territoire français et la Résistance alsacienne en est le reflet. Développant des formes adaptées d'opposition et de résistance, des Alsaciens, où qu'ils soient – restés en Alsace annexée, incorporés dans la *Wehrmacht*, transférés de force dans le reste du Reich, exilés ou évadés dans la France de l'intérieur – ont résisté, chacun à leur manière et chacun avec leurs moyens, face à l'autorité nazie. En Alsace annexée, l'histoire de la Résistance ne s'écrit certes pas comme dans la plupart des autres régions de France en évoquant l'image des maquis et, des parachutages d'armes... mais il n'en demeure pas moins qu'elle a existé, avec ses règles de développement et de fonctionnement propres, et c'est bien dans ce cadre de l'annexion au Reich qu'elle doit être étudiée. ■

(1) Jusqu'à l'attaque allemande contre l'URSS en juin 1941, la ligne de cette propagande semble originale par rapport au reste du PCF, pour autant qu'on puisse la définir à partir de très rares documents. Elle prône alors une « indépendance » de la région.

(2) À l'occasion d'une partie de chasse, les gendarmes allemands capturent un résistant qui effectue une liaison. Ils reviennent sur le site et arrêtent d'autres maquisards ; puis une grande rafle s'abat sur les habitants des environs soupçonnés d'avoir apporté de l'aide.

Le Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA)

Par Mireille Hincker, déléguée générale honoraire du Souvenir Français pour le Bas-Rhin, avec la collaboration de Jacqueline Pfohl

Les écoles et lycées d'Alsace rouvrent normalement leurs portes au mois d'octobre 1940, mais l'université (désormais *Reichsuniversität Strassburg*) reste fermée. Les étudiants alsaciens sont désemparés. Pour poursuivre leurs études seule l'entrée dans les universités allemandes de Fribourg-en-Brisgau, Heidelberg et Tübingen leur est offerte. Un certain nombre d'entre eux décide néanmoins de rester en Alsace dans l'espoir que l'université reprenne un jour, parmi lesquels Alphonse Adam qui, depuis début 1941 a déjà pris une part active à l'aide apportée par de nombreuses filières à l'évasion des prisonniers de guerre (PG) français et alliés.

Le 23 novembre 1941, l'université de Strasbourg rouvre ses portes. Malgré le grand nombre d'étudiants allemands, les Alsaciens se regroupent pour s'opposer à l'intense propagande nazie. Un groupe d'étudiants catholiques s'organise et prend le nom de Front de la Jeunesse d'Alsace (FJA) dirigé par Alphonse Adam, alors âgé de 23 ans et originaire de Schiltigheim; le conseiller et chef spirituel de ce groupe est l'abbé Léon Neppel, curé doyen du même village.

Un groupe d'action... et de réflexion

Initialement, le groupe dirigeant ne comprend que des étudiants. À partir de juillet 1942, il est décidé d'étendre le cercle des membres par le recrutement de jeunes se trouvant déjà dans la vie active.

À l'automne 1942, le groupement du Front de la Jeunesse d'Alsace est devenu une réalité puissante. Quelque 500 jeunes gens de Strasbourg et des environs se sont ralliés à l'organisation, divisée en districts, sections et groupes. D'autres localités ont leurs centres de résistance: Saverne, Haguenau, la vallée de la Bruche et une liaison est assurée avec Mulhouse et Metz.

La direction du FJA est aussi un groupe de réflexion: chaque vendredi soir, l'état-major d'Adam se réunit au presbytère de l'abbé Léon Neppel. Parfois, Alphonse Adam, l'abbé Hirlemann et ses fidèles adjoints se retrouvent au mont Sainte-Odile, débattent avec eux les questions graves du moment et discutent des idéaux et des valeurs qui doivent inspirer le mouvement.

Ils élaborent et mûrissent les bases d'un vaste plan d'action au cours de réunions fréquentes. Le FJA cherche à entrer en relations avec d'autres organisations de la résistance alsacienne, afin de jouer son rôle dans la lutte contre l'occupant. Mais le «Front» se fixe aussi pour tâche de jeter, au point de vue politique et social, les fondements d'un renouveau de la France après la guerre, en l'édifiant sur des principes chrétiens.

Sur le plan de l'action, les membres du FJA s'impliquent d'abord dans les filières d'évasion existantes, suite à des prises de contact avec les patriotes de l'organisation de Charles Bareiss ainsi qu'avec quelques filières de passeurs, notamment



Archives privées de la famille Hincker. DR.

Alphonse Adam, un des jeunes chefs du Front de la Jeunesse d'Alsace.

Né en 1918, fils d'un inspecteur de banque, instituteur à dix-neuf ans, Alphonse Adam refuse après l'annexion d'intégrer la fonction publique du Reich et s'inscrit comme étudiant à l'université allemande de Strasbourg. Après avoir aidé des PG français à s'évader et diffusé le journal clandestin *L'Alsace* de Camille Schneider, il est un des créateurs du FJA. Il fait partie des responsables arrêtés en janvier 1943, condamnés à mort en juillet et fusillés le 15 juillet 1943 à Strasbourg, au stand de tir du fort Desaix. La photo a été prise lors d'une réunion du FJA au Mont Sainte-Odile, au printemps 1942.

Cérémonie de serment sur le drapeau français et sur le crucifix du Front de la Jeunesse d'Alsace, mars 1942.

L'organisation clandestine du FJA fait prêter serment sur le drapeau français et sur le crucifix à tous ses cadres. À ces prestations de serment participent Alphonse Adam, Robert Kieffer, le plus souvent Émile Hincker ainsi que l'un ou l'autre des responsables de rang supérieur. Cette cérémonie se déroule derrière une table recouverte d'un drapeau tricolore et d'un crucifix. Les nouveaux admis sont assis en face des responsables. Robert Kieffer leur parle de l'histoire de l'Alsace et de ses rapports avec la France. Ensuite, Alphonse Adam informe les nouveaux membres des buts de l'organisation et de leurs devoirs et leur lit le texte du serment qu'il a élaboré avec Robert Kieffer, en langue française: « Je mets toutes mes forces au service de l'Alsace et de la France. Je promets d'obéir avec conscience et sur mon honneur aux ordres de mon supérieur, de ne jamais dévoiler les secrets dont j'aurai connaissance et cela pour le bonheur de l'Alsace et l'établissement d'un nouvel ordre social (variante: pour le bonheur de l'Alsace et de la France) ». La fin du texte fait référence aux idéaux chrétiens débattus au sein du FJA, inspirés du catholicisme social.



Archives privées de la famille Hincker. DR.

celles de Joseph Seger et de René Brecheisen. Souvent, l'itinéraire emprunté est celui de la vallée de Munster, les alentours du Hohnack et le lac Blanc. Parfois, c'est par voie fluviale, de Strasbourg à Bâle, que les PG évadés et autres fugitifs recherchés par les nazis recouvrent la liberté.

Les étudiants Robert Kieffer et Émile Hincker, qui ont fait le choix d'aller poursuivre leurs études à Heidelberg, recueillent des renseignements sur l'état d'esprit de la centaine d'étudiants alsaciens et repèrent les étudiants dont il faut se méfier.

Lorsque l'incorporation de force des jeunes Alsaciens dans la *Wehrmacht* est ordonnée, le 25 août 1942, le FJA déploie une activité particulière pour les soustraire à cette mesure, en lançant une vaste campagne exhortant ses jeunes concitoyens à la désobéissance. En septembre 1942, un manifeste, écrit en français et en allemand, est tiré en plusieurs milliers d'exemplaires et distribué nuitamment.

En décembre 1942, à l'initiative de Robert Meyer, le FJA planifie de remettre à chaque incorporé de force une carte d'identité spéciale et secrète, imprimée en français, anglais et russe, mentionnant que son détenteur est de nationalité française et a été enrôlé de force dans l'armée allemande. Cette carte servirait en cas de désertion ou si l'Alsacien est fait prisonnier. Mais ce projet est stoppé brutalement par le démantèlement du FJA au début de l'année 1943.

La répression s'abat sur le FJA

La Gestapo obtient en effet les noms de ses principaux chefs et la preuve de leur activité suite à une dénonciation par un des membres.

En janvier 1943, les autorités allemandes procèdent à l'arrestation de 24 membres du FJA. Interrogés et torturés dans les locaux de la Gestapo, rue Sellénick par l'agent Stasik, ils comparaissent devant le 1^{er} Sénat du *Volksgesichtshof*, le tribunal du peuple qui siège les 6 et 7 juillet 1943 à Strasbourg, sous la présidence de Roland Freisler, président de la plus haute juridiction civile du *Reich*. Le jury n'est composé que d'Allemands.

Le procès n'est qu'un simulacre, les sanctions étant décidées à l'avance. Considérant que les Alsaciens sont des Allemands, la haute trahison est retenue par le tribunal. Six condamnations à mort sont prononcées et 18 condamnations à des détentions pénitenciaires de trois à dix ans. Le *Gauleiter* Wagner obtient de Berlin que la peine soit appliquée immédiatement en représailles des manifestations patriotiques qui ont eu lieu à Strasbourg le 14 juillet (drapeau tricolore hissé sur la cathédrale, distribution gratuite de vin rouge dans des cafés). À l'aube du 15 juillet 1943, les six condamnés à mort sont fusillés au stand de tir à l'intérieur du fort Desaix à Strasbourg.

Les autres condamnés sont dirigés vers les prisons ou forteresses allemandes et sont libérés par la 1^{re} armée française fin avril 1945. ■



Archives de la famille Merle, DR.

Le carré militaire du cimetière de Ballersdorf, avec la plaque en hommage aux jeunes de la commune fusillés au Struthof, le 17 février 1943.

Le drame de Ballersdorf

Par Frédéric Stroh, doctorant en histoire contemporaine

Suite à l'annexion de fait de l'Alsace en 1940 et au décret instituant le service militaire obligatoire dans la *Wehrmacht* en août 1942, de nombreux jeunes Alsaciens tentent de fuir la région pour échapper à l'incorporation de force. Ainsi, quelques centaines de jeunes gens originaires du Sundgau, notamment de la commune de Riespach et des environs, parviennent à passer la frontière suisse en février 1943.

Suite à ces succès et aux rumeurs d'une incorporation de force imminente des classes 1914-1919, 18 jeunes hommes originaires de la région de Ballersdorf, armés de six mousquetons et quatre revolvers tentent à leur tour de passer en Suisse au cours de la nuit du 12 au 13 février 1943. Arrivés au sud de Seppois-le-Haut (Haut-Rhin), ils sont surpris par deux gardes-frontières allemands. Au cours d'un échange de coups de feu, un douanier allemand est mortellement blessé. Trois jeunes Alsaciens sont également tués sur place. D'après le témoignage de René Grienemberger, seul survivant du groupe, Aimé Burgy est tué au cours de l'échange de coups de feu, tandis que Charles Wiest, grièvement blessé, et son frère Ernest-Alphonse Wiest, venu à son secours, sont abattus par un garde-frontière.

Les autres réfractaires se réfugient dans leurs villages, mais l'origine géographique de leurs camarades tués lors de l'accrochage oriente vite les recherches. Ils sont arrêtés dès le lendemain, hormis René Grienemberger, le seul à être finalement parvenu à rejoindre la Suisse. Incarcérés à la prison de Mulhouse puis de Strasbourg, les quatorze réfractaires sont jugés le 16 février 1943, à Strasbourg, par le *Sondergericht*, le tribunal spécial.

Des condamnations pour l'exemple

Camille Abt, Aloyse Boll, Charles Wiest, Eugène Cheray, Paul Peter, Henri Miehe, Maurice Wiest, Robert Gentzbittel, Alfred Dietemann, Aimé Fulleringer, René Klein, Charles Bolorus et Justin Brungard sont condamnés à la peine de mort pour

avoir « tué un garde-frontière en tentant de passer la frontière suisse par la force dans le but de se soustraire au service militaire obligatoire » (§ 5 KSSVO). Bien que l'origine du coup de feu mortel ne puisse être identifiée, le tribunal estime que l'ensemble des accusés en porte collectivement la responsabilité, quand bien même l'un ou l'autre n'était pas armé ou aurait quitté le groupe avant l'échange de coups de feu.

De plus, le tribunal estime que, bien que Justin Brungard soit âgé de moins de 18 ans lors des faits, il doit être considéré comme ayant la majorité pénale en raison de son « développement psychique et mental ». En revanche, Charles Muller, également âgé de 17 ans, est reconnu comme étant faible d'esprit par un médecin psychiatre et son cas est disjoint, le temps de procéder à une expertise médicale pour savoir s'il est ou non responsable de ses actes.

Les treize condamnés sont transférés au camp de sûreté de Schirmeck (Bas-Rhin) puis fusillés, le 17 février 1943 entre 9 h 15 et 9 h 30, à la sablière du camp de concentration de Natzweiler-Struthof (Bas-Rhin). L'exécution est annoncée le matin même dans la presse régionale. Charles Muller, bien que non jugé et non majeur pénalement, est fusillé le 24 février 1943 au même endroit. Les familles des réfractaires sont transférées au sein du *Reich*⁽¹⁾. Le chef de l'administration civile en Alsace, Robert Wagner, a rejeté le recours en grâce déposé par les avocats des condamnés. Il aurait exigé du tribunal la peine de mort et une exécution expéditive de la procédure pour faire de cette affaire un exemple, destiné à mettre fin par la terreur aux vagues d'évasion suscitées par les conseils de révision. ■

(1) L'histoire des familles alsaciennes transplantées en Allemagne par représailles n'a pas encore fait l'objet de travaux scientifiques. On sait qu'elles sont généralement passées par le camp de Schirmeck avant d'être envoyées dans le *Reich*. Leurs conditions de vie, les contraintes spécifiques pesant sur elles et leurs rapports avec le reste de la population allemande restent à étudier.

Bernard Metz

Par Marie-Noël Diener-Hatt,
avec la collaboration de Jean-Baptiste Metz

Bernard Metz naît en 1920 dans une famille catholique : son grand-père est un des fondateurs de la démocratie chrétienne en Alsace. Son père, Laurent Metz, médecin à Strasbourg-Neudorf, a présidé le cercle des étudiants alsaciens et lorrains, dissous par les Allemands en 1911. Par sa mère, Bernard est le petit-fils de Célestin Husson, médecin à Dieuze, en Moselle, au temps de la première annexion.

Louveteau, scout puis routier, il s'engage à la 5^e Strasbourg, mouvement scout de la paroisse Saint-Pierre-le-jeune catholique. Au lycée Fustel-de-Coulanges, il anime la section locale de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC). Il commence ses études supérieures de médecine à Strasbourg (1938-1939) puis, après l'évacuation consécutive à l'entrée en guerre, les poursuit à Tours (1939-1940), Clermont-Ferrand (1941-1942) et Lyon (1942-1943).

Ses parents et lui-même refusent de rentrer en Alsace annexée. Lors d'un séjour linguistique à Berlin en 1936, Bernard Metz a constaté combien le nazisme est une idéologie antichrétienne et haineuse.

Il contribue à l'organisation du scoutisme alsacien replié en Auvergne. Animés par « la spiritualité de la Route et la volonté du refus », les routiers manifestent leur attachement à la libération de l'Alsace. Le 15 août 1942, il prend part au pèlerinage national de la Route au Puy-en-Velay (Haute-Loire). Les participants alsaciens et lorrains informent leurs camarades de la situation des trois départements annexés et nazifiés avant de chanter devant la tribune officielle *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine*. À Vichy, il retrouve Pierre Stahl, son chef de clan scout à la 5^e Strasbourg. Ces retrouvailles vont servir à construire son réseau. Au printemps 1943, Pierre Stahl fournira à Bernard Metz un emploi de couverture au secrétariat de la Jeunesse à Vichy ainsi que le fichier des adresses des réfugiés alsaciens-mosellans de toute la Zone non occupée.

Un exemple de résistance hors d'Alsace, pour l'Alsace

Arrivé le 6 novembre 1942 à Lyon, Bernard Metz prend contact avec Pierre Bockel, séminariste originaire du Haut-Rhin. En janvier 1943, en présence de Paul Dungler et de Marcel Kibler, responsables d'une organisation de résistance alsacienne, la 7^e colonne d'Alsace (qui deviendra le réseau Martial), il s'engage à recruter en Zone non occupée des Alsaciens-Mosellans réfugiés. Il entreprend alors ce patient travail pendant le printemps et l'été 1943. Il s'appuie sur les mouvements de jeunesse alsaciens chrétiens, les écoles normales et lycées, l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand et les entreprises alsaciennes et mosellanes repliées. L'objectif essentiel est de contribuer à la libération de l'Alsace-Moselle annexées. Des groupes clandestins sont ainsi constitués en Dordogne, Limousin, Midi-Pyrénées, Auvergne et même à Vichy. Dès l'été 1943, ces formations alsaciennes prennent le nom de Groupe Mobile d'Action (GMA).



Archives privées des familles Morgenthaler et Metz. DR.

Bernard Metz (au 2^e rang à gauche) avec la famille Morgenthaler, en zone Sud, vers 1942 ou 1943.

Les deux fils Morgenthaler, Augustin (à droite au premier plan) et Jean-Georges (à côté de Bernard Metz) s'engageront dans le GMA Sud, qui combattra en 1944 sous le nom de Brigade Alsace-Lorraine. Augustin trouvera la mort au combat le 26 novembre 1944, Jean-Georges sera fait prisonnier à Gerstheim (Bas-Rhin) en janvier 1945.

Le 4 juin 1944, près de Lyon, Bernard Metz reçoit de Marcel Kibler le feu vert pour que les « centurions » recrutées passent à l'action. Elles doivent participer à la libération des régions où elles ont été recrutées, avant de s'organiser en une unité militaire destinée à libérer l'Alsace-Moselle aux côtés des armées alliées.

L'imminence du débarquement allié en Normandie le conduit à se rendre dans le département du Lot, où le nœud ferroviaire de Figeac lui permet de circuler entre Toulouse, Limoges et Périgueux. C'est dans ces villes que se regroupent les chefs recruteurs du GMA Sud.

À partir du 27 juillet 1944, il peut renouer des contacts avec les centurions du GMA-Sud. Il se rend en Dordogne auprès d'Antoine Diener qui y dirige un maquis d'Alsaciens-Lorrains de l'Armée secrète (AS). S'engage alors une réflexion commune pour fédérer les centurions d'Alsaciens-Lorrains du Sud-Ouest, en faire une unité indépendante en nommant un chef et en la dotant de moyens matériels. À la suite de très nombreux contacts et d'après négociations, la Brigade indépendante Alsace-Lorraine (BIAL) est créée par réunion de la Légion Alsace-Lorraine de Diener et de la Compagnie Alsace-Lorraine de Pleis (Toulouse). Son commandement est assuré par le colonel Berger (André Malraux).

À Dijon, Bernard Metz contribue le 16 et 17 septembre 1944 à la rédaction d'un document officialisant le rattachement de la BIAL à la 1^{re} armée française. Il intègre l'état-major de la BIAL avec le grade de sous-lieutenant, chargé des liaisons avec le réseau Martial.

Le 26 novembre, avec deux autres responsables du réseau Martial, il se rend à Strasbourg récemment libéré. Le 6 décembre, ils y accueillent la BIAL qui a contourné et traversé les Vosges. Du 22 décembre 1944 au 9 février 1945, Bernard Metz, dans le cadre de l'engagement militaire de la BIAL, contribue à la défense au sud de Strasbourg.

Après la dissolution de la BIAL le 15 mars 1945, il retourne à la vie civile et termine brillamment ses études de médecine. Il deviendra chef du service des explorations fonctionnelles respiratoires du CHU de Strasbourg, en même temps que professeur titulaire de la chaire de physiologie appliquée, et créera le centre d'études bioclimatiques, laboratoire CNRS implanté sur le campus de Strasbourg-Cronenbourg, qu'il dirigera jusqu'en 1986.

Membre fondateur de l'Amicale des Anciens de la Brigade Alsace-Lorraine, il en sera le président de 1956 à 1977, puis le président d'honneur jusqu'à sa dissolution en 2000, et sera aussi un des fondateurs du Comité pour la Mémoire de la Brigade Alsace-Lorraine (COMEBAL). Bernard Metz est décédé en 2009 à Strasbourg. ■

Pour en savoir plus

Orientation bibliographique

Compte tenu de la spécificité de la zone annexée, cette bibliographie succincte replace la résistance alsacienne dans le contexte de la situation générale de l'Alsace entre 1940 et 1945.

1. L'annexion de l'Alsace au Reich

■ **Annexion et nazification en Europe. Actes du colloque de Metz, 7-8 novembre 2003**, Université de Metz (CHRCO) et Association des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle, téléchargeable sur le site du Mémorial d'Alsace-Moselle, rubrique AMAM [comparaison des cas alsacien et mosellan avec d'autres annexions partielles ou totales : Belgique, Luxembourg, Pologne, Slovaquie].

■ **Lothar Kettenacker**, « La politique de nazification en Alsace », in *Saisons d'Alsace* n° 65, 1978 (1^{re} partie) et n° 68, 1979 (2^e partie) [traduction d'une thèse allemande, la plus complète sur le sujet].

■ **Léon Strauss**, *Réfugiés, expulsés, évadés d'Alsace et de Moselle 1940-1945*, Jérôme Do Bentzinger éditeur, 2010 [la mise au point la plus récente sur les Alsaciens hors d'Alsace].

■ **Eugène Riedweg**, *Les « Malgré Nous ». Histoire de l'incorporation de force des Alsaciens-Mosellans dans l'armée allemande*, Mulhouse, Éditions du Rhin, 1995 [ouvrage de référence, abondamment illustré].

■ **Joseph-Marie Bopp**, *Ma ville à l'heure nazie. Colmar, 1940-1945*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2004, [édition critique d'un journal personnel, établie par Nicolas Stoskopf et Marie-Claire Vitoux ; un des meilleurs témoignages sur la vie quotidienne et les comportements des Alsaciens sous l'annexion].

2. La résistance des Alsaciens

■ **Alfred Wahl** (dir.), *Les Résistances des Alsaciens-Mosellans durant la Seconde Guerre mondiale 1939-1945*, Metz, Centre Régional universitaire lorrain d'histoire - Site de Metz, 2006 [actes d'un colloque couvrant les aspects les plus divers de la résistance alsacienne, en Alsace et hors d'Alsace ; introduction de François Marcot sur les questions de définition : résistance/réactivité sociale ; Alfred Wahl est aussi l'auteur de l'article « Alsace-Moselle » dans le *Dictionnaire historique de la Résistance*, Laffont, 2006].

■ **Gérard Pfister** (dir.), *Marcel Weinum et la Main Noire*, Paris-Orbey, Arfuyen, 2007 [sur un des premiers groupes de résistance en Alsace : témoignages, correspondances, acte d'accusation des autorités du Reich recensant les faits reprochés].

■ **Joel Forthoffer**, « La Résistance des cheminots en zone annexée » in Robert Vandenbussche (dir.), *Les services publics et la Résistance en zone interdite et en Belgique*, Villeneuve d'Ascq, CEGES-Lille 3, 2005,

p. 83-100 [sur une corporation au premier rang de la résistance ouvrière en Alsace, avec notamment la figure de Georges Wodli].

■ **Léon Strauss**, « L'université française de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand », in Christian Baechler, François Igersheim, Pierre Racine, *Les Reichsuniversitäten de Strasbourg et de Poznan et les résistances universitaires*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2005 [article sur la résistance dans l'université française de Strasbourg repliée en zone Sud, côtoyant des études sur les universités du Reich dans les territoires annexés, dont celle créée à Strasbourg].

3. La répression

■ **Jacques Granier**, *Schirmeck. Histoire d'un camp de concentration*, Strasbourg, éditions des Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1968 [le camp destiné spécifiquement à la répression de l'opposition en zone annexée ; voir aussi l'article de l'auteur sur le même sujet « 1941. La mise au pas » in *Saisons d'Alsace* n° 114, hiver 1991-1992].

■ **Robert Steegmann**, *Le camp de Natzweiler-Struthof*, Le Seuil, 2009 [somme sur le camp de concentration créé par le Reich en Alsace, pour des détenus majoritairement polonais ou soviétiques, mais aussi 7 000 Français dont une minorité d'Alsaciens-Mosellans].

■ **Jules Schneider**, *La déportation des familles haut-rhinoises en Allemagne (1942-1945)*, Colmar, Jérôme Do Bentzinger, 2015 [premier travail sur ce type de représailles spécifique à la zone annexée, à valeur de source : contient une liste de transplantés haut-rhinois].

4. L'après-guerre

■ **Jean-Laurent Vonau**, *L'épuration en Alsace. La face méconnue de la Libération 1944-1953*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2005 [utile pour comprendre les conséquences de la nazification : la distinction entre collaboration volontaire et forcée pouvait être bien moins claire qu'ailleurs].

■ **Catherine Klein-Gousseff**, *Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre français et les internés français dans les archives soviétiques 1945-1951*, CNRS, 2001 [étude sur archives de l'internement des Malgré-nous fait prisonniers par les Soviétiques et de leur difficile rapatriement dans le contexte de la guerre froide].

■ **Léon Strauss**, « Les mémoires de l'Annexion de fait (1940-1945) des Alsaciens et des Mosellans », in Jacqueline Sainclivier, Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Images des comportements sous l'Occupation. Mémoires, transmission, idées reçues*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 133-138 [courte synthèse incluant une mise au point historiographique].



Multimédia

■ **DVD-Rom La Résistance des Alsaciens**, Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens, mai 2016 (diffusion : DAERI, tél. 01 45 66 62 72, <http://librairie.aeri-resistance.com>).

Coordonné par Éric Le Normand, ce DVD-Rom dont la genèse est exposée en page 7, comprend 700 fiches biographiques ou thématiques, une chronologie de plus de 600 événements, un recensement de 270 lieux en lien avec la Résistance locale, un fonds de 2 500 médias (photographies d'époque, documents d'archives, tracts, cartes, journaux clandestins), une base de données de 13 500 noms, des témoignages, 36 cartes, 20 vidéos. Il est fourni avec un livret pédagogique. Ce DVD-Rom a fourni la matière des articles qui précèdent et contient d'autres fiches et médias permettant d'approfondir les mêmes sujets.

Sitographie

■ Le site Canopé-Académie de Strasbourg <http://www.crdp-strasbourg.fr> offre dans sa rubrique « Ressources/ BNPA » (Base numérique du patrimoine d'Alsace) un dossier très riche sur *L'Alsace pendant l'annexion*.

■ Le site du Mémorial d'Alsace-Moselle <http://www.memorial-alsace-moselle.com> propose des fiches pédagogiques et des documents téléchargeables dans la rubrique de l'association des Amis du musée (AMAM).

■ Le site Gallica de la BnF comporte quelques périodiques clandestins (souvent très lacunaires) fabriqués et/ou diffusés en Alsace : *L'Alsace. Journal libre/Das Elsass. Freie Zeitung* ; *L'Humanité*, édition clandestine en alsacien ; *Le Franc-Tireur alsacien/Der Franc Tireur* ; *Le Courrier d'Alsace-Lorraine*. Il est surtout intéressant pour explorer l'information sur l'Alsace dans le reste de la presse clandestine, par exemple les *Cahiers du témoignage chrétien*, dont le n°XX-XXIII d'octobre-décembre 1943 est consacré à la zone annexée ou *Combat illustré* (le supplément de *Combat* numéro de l'été 1942).

Les activités de MER

l'association des amis
de la Fondation de la Résistance

Un colloque sur les armes de l'esprit



C'est un après-midi « illustré et sonore » qu'a offert MER à ses adhérents et amis à l'occasion du colloque organisé à l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris sur le thème : « Résistance et Libération par les ondes, la bande dessinée et la chanson ».

Après la projection du film de Jean Mineur de 1946 *Ici Londres... Ici Paris* **Jacques Pessis** (photo 1), écrivain et journaliste, a évoqué l'histoire de cette petite communauté d'hommes déterminés qui sut mettre du baume au cœur des Français occupés. Ils s'appelaient Pierre Bourdan, Jacques Duchesne, André Gillois, Jean Oberlé, Maurice Schumann... « *Soldats du micro* », ils ont pendant près de mille cinq cents soirs, dans un studio de la BBC, répondu à la propagande allemande et vichyste en ne disant : « *Rien que la vérité* ». Dirigée par Jacques Duchesne, les programmes « Les Français parlent aux Français » commençaient par ces mots : « *Radio Paris ment, Radio Paris ment... Radio Paris est allemand* » avec les premières mesures de la *V^e Symphonie* de Beethoven et devinrent très vite le quotidien des Français occupés. Dans cette guerre des ondes, les mots étaient aussi des armes. L'humour corrosif du « *Roi des loufoques* », Pierre Dac, y fit merveille avec ses slogans mais aussi ses réponses au talent dévoyé de Philippe Henriot.

Xavier Aumage (photo 2), archiviste au Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, a évoqué une autre arme dont se servit la Résistance dans la « guerre de l'image » : la bande dessinée. Dans cette lutte, face à la pauvreté de ses moyens, la Résistance a su se servir du dessin pour se construire une « image fraternelle, dynamique, jeune et victorieuse ». Avec humour et dérision, elle prit le contre-pied d'une presse officielle. Dans *La mésaventure de Célestin Tournevois*, elle transforme « le requis du STO » en « réfractaire ». À l'automne 1944

sortent, illustrés par Edmond-François Calvo, deux fascicules de bandes dessinées rédigés dans la clandestinité : *La Bête est morte*. Sous forme de satire animalière, ils évoquent, entre autre, la Résistance, ses rapports avec les Alliés et la Libération. Le maréchal Pétain est présenté sous les traits d'une chouette, Laval sous ceux d'une vipère et le peuple est quant à lui assimilé à de gentils lapins ou écureuils qui luttent contre les loups assoiffés de sang. À la Libération, le thème du maquis est présent dans la bande dessinée. Il se développe avec *Fifi gars du maquis* présenté comme un jeune combattant dynamique, chemise ouverte, fier de sa Sten et de son brassard et prêt au « *châtiment des bourreaux* ».

La chanson fut aussi une arme de la Résistance pour **Emmanuel Thiébot** (photo 3), historien au Mémorial de Caen. Toutes ne connurent pas le succès du *Chant des partisans* composé par Anna Marly avec des paroles écrites par Maurice Druon et Joseph Kessel ou de *La Complainte du partisan* de d'Astier de la Vigerie. Mais toutes les paroles des chansons écrites par des amateurs « *troubadours de la Résistance* » expriment la souffrance et l'espoir des femmes et des hommes de ces années terribles. Fredonnées dans la rue au nez et à la barbe de l'occupant ces chansons représentaient souvent le premier acte de courage. Quelques titres, aujourd'hui oubliés, évoquent bien ces « Années-là » : le *Bougnat de Châteldon*, le *Maréchal de Retboudes et Montoire*, les *Miliciens*, *La Défense élastique* de Pierre Dac, quand les nouvelles pour l'occupant étaient mauvaises... D'autres révèlent les tracas de la vie quotidienne *On manqué de pomm's de terre*. C'est à la Libération que des chansons plus gaies firent florès traduisant la joie de la Liberté retrouvée : *Et ouf on respire*, *Hello boy*, *Hello Paris... J'ai laissé mon cœur à Paris*, *Ma voiture contre une jeep*...



Poésie de la Résistance

Le jeudi 10 mars 2016 à la mairie du III^e arrondissement de Paris, MER a célébré son traditionnel rendez-vous du « Printemps des poètes de la Résistance ». En présence du maire Pierre Aidenbaum, près de 200 personnes se sont retrouvées dans une ambiance chaleureuse pour honorer cette « arme de la Résistance » que fut la poésie au travers les textes de Louis Aragon, Marianne Cohn, Robert Desnos, Paul Éluard, Marcel Hez, Max Jacob, Jean-Pierre Rosnay... MER remercie pour leur participation et leur dévouement les professeurs et les élèves des collèges Besson, Carnot, Simone Veil et de l'Institut National des Jeunes Aveugles (INJA) de Paris, ainsi que des collègues Guillaume Cale de Nanteuil le Haudouin et de la classe 2AF du *Slovanské Gymnazium Olomouc* de la République Tchèque. Nous n'oublions pas d'associer à ces remerciements tous nos invités qui ont, par leur présence, donné toute sa force à cette manifestation : Lucienne Deschamps, comédienne et chanteuse, Marie-Claire Dumas, biographe de Robert Desnos, Marcelle Rosnay, du club des poètes et Yvan Denis, résistant de juin 1940.

Édith Robin et Manuel Valls-Vicente

Enfin, **Fabienne Fédérini**, sociologue, s'est interrogée sur le phénomène de la mémoire et de l'oubli. De qui se souvient-on ? Comment les Résistants (es) sont-ils passé (es) à la postérité ? Comment faire vivre cet héritage qui, suivant le mot de René Char, n'est précédé d'aucun testament ? En conclusion de ses propos, elle cita Jacques Decour, jeune écrivain fusillé à 32 ans : « *Il faut jurer de ne plus songer qu'à aimer, aimer, ouvrir l'âme et les mains, regarder avec le meilleur de nos yeux, serrer ceux qu'on aime contre soi, marcher sans angoisse en rayonnant de tendresse.* » ●

Jean Novosseloff

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » !

Cotisation 30 €
(incluant l'abonnement à « Résistance et Avenir »).

Mémoire et Espoirs de la Résistance,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Dupleix, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



► suite de la page 4

de la Résistance pour cette occasion. Les témoignages écrits et oraux des femmes passées par Romainville, avant souvent d'être déportées en Allemagne, ont permis aux élèves d'entrer dans le quotidien des détenues et d'interroger les traces qu'elles ont laissées derrière elles.

Après avoir pris connaissance de ces paroles de femmes, les élèves ont mené des recherches dans le centre de documentation et d'information (CDI) du collège pour parfaire leur connaissance de la période. Ils ont pu aussi interroger Christine Deroin sur l'exigence du métier d'écrivain, mais aussi comprendre l'âpreté de la tâche lorsqu'il s'agit de revenir patiemment sur le choix des mots et la forme du récit. Ces textes rassemblés ont fait l'objet d'une publication destinée aux élèves et à leurs familles. Une restitution publique a eu lieu au collège en juin 2016 : lecture de textes et expositions d'œuvres graphiques. Ces expériences de terrain permettent à l'équipe de la Fondation de la Résistance de construire des outils pédagogiques adaptés aux élèves et aux équipes d'enseignants. L'ensemble du parcours mené à Romainville est mis en ligne dans l'espace pédagogique ⁽⁴⁾ du Musée de la Résistance en ligne pour permettre à d'autres équipes enseignantes de s'en inspirer. ●

Hélène Staes

1. La mél participe à la promotion de la littérature contemporaine et patrimoniale. Consulter le site <http://www.m-e-l.fr>

2. Femme de théâtre et écrivaine, Christine Deroin publie des pièces de théâtre, des romans et des livres de littérature jeunesse. Voir sa biographie sur le site de la mél : <http://www.m-e-l.fr/christine-deroin,ec,636>

3. Thomas Fontaine, *Les oubliées de Romainville*.

Un camp allemand en France (1940-1944), Paris, éditions Tallandier, 2005.

4. Musée de la Résistance en ligne (<http://www.museedelaresistanceenligne.org>), cliquer sur l'onglet « Espace pédagogique », puis sur la rubrique « Ressources de la communauté éducative et travaux d'élèves » et enfin « Enseigner la Résistance ».

Activités du département documentation et publications

Dernière parution

L'image des comportements sous l'Occupation. Mémoires, transmission, idées reçues.

Sous la direction de Jacqueline Sainclivier, Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie. Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 256 p., 21 €.



Les actes du colloque *Images des comportements sous l'Occupation. Mémoires, transmission, idées reçues* sont parus en mars 2016 aux Presses Universitaires de Rennes. Ils rassemblent dix-neuf communications ou interventions lors de tables-rondes qui ont été prononcées à Rennes en 2014, lors de cette rencontre organisée par l'Université Rennes 2 et la Fondation de la Résistance.

L'ouvrage prend la suite du colloque *Les comportements collectifs dans l'Europe allemande* (paru aux PUR en 2015). Il aborde de façon critique les reconstructions mémorielles qui, depuis la fin de la guerre, tiennent lieu de grilles de lecture des comportements des Français sous l'occupation allemande. Il revisite les mémoires gaullistes et communistes, les représentations portant sur l'occupant, les femmes résistantes, les déportés. Il analyse la portée des mémoires régionales, souvent négligées, et compare avec le cas belge. Le rôle de l'historiographie, des programmes et des manuels scolaires est étudié, ainsi que celui de vecteurs culturels peu pris en compte : romans, souvenirs des résistants et des épurés.

Sur le site www.pur-editions.fr sont téléchargeables la table des matières et l'introduction de Jean-Marie Guillon, Pierre Laborie et Jacqueline Sainclivier, directeurs scientifiques du colloque. ●

Vient de paraître

La présence de ces titres dans « vient de paraître » ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de *La Lettre*, des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du semestre.

Histoire du sabotage de la CGT à la Résistance.

Sébastien Albertelli.
Perrin, 492 p., 25 €.

Plus forte que la mort. Survivre grâce à l'amitié dans les camps de concentration.

Marie-Josèphe Bonnet.
Édition Ouest-France, 175 p., 13 €.

Un réseau normand sacrifié.

Manipulations anglaises sur un groupe de résistants infiltré par les Allemands.

Marie-Josèphe Bonnet.
Édition Ouest-France, 190 p., 15 €.

L'Hérault dans la guerre 1939-1945.

Hélène Chaubin.
Préface de Jean Sagnes, professeur émérite à l'université de Perpignan via Domitia.
De Borée, 376 p., 26 €.

Vichy et les Juifs

(nouvelle édition enrichie).

Michaël R. Marrus
et Robert O. Paxton.
Calmann-Lévy, 601 p., 27 €.

L'engagement et l'émancipation.

Ouvrage offert à Jacqueline Sainclivier.

Sous la direction de Patrick Harismendy et Luc Capdevila.
Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 357 p., 22 €.

Lyon dans la Seconde Guerre mondiale. Villes et métropoles à l'épreuve du conflit.

Sous la direction de Isabelle Von Bueltingsloewen, Laurent Douzou, Jean-Dominique Durand, Hervé Joly et Jean Solchany.
Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 361 p., 20 €.

Été 1944. La libération du Lot-et-Garonne et de la Gironde rattachée.

Pascal De Toffoli, Jean-Pierre Koscielniak et Philippe Souleau.
Préface de Pierre Camani, président du Conseil départemental, sénateur de Lot-et-Garonne.
Édition Privat, 160 p., 29.50 €.

Liberté, liberté chérie.

Résister en Haute-Garonne : engagement, parcours et souvenirs.

Volume 2. S'engager pour la Liberté et ses idées.
Préface de Georges Méric, président du Conseil départemental de Haute-Garonne.
Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.
Conseil départemental de Haute-Garonne, 180 p.

La Lettre de mon père.

Une famille de Tunis dans l'enfer nazi (réédition).

Frédéric Gasquet.
Préface de Serge Klarsfeld
Le Félin, coll. Le Félin Poche, 220 p., 9.90 €.

Le devoir de Mémoire.

Une formule et son histoire.

Sébastien Ledoux.
Préface de Pascal Ory
CNRS éditions, 364 p., 25 €.

Le réseau du musée de l'Homme.

Une résistance pionnière 1940-1942.

Alain Monod.
Riveneuve éditions, 128 p., 10 €.

Stèle pour le sous-lieutenant Grunberg. Lycéen guillotiné par Pétain.

Benoît Rayski.
Édition du Rocher, 126 p., 14 €.

La trajectoire d'une vie combattante. De la Résistance à la Déportation et l'Après-Guerre. Récit.

Odile Selb-Bogé.
Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance. ANACR 70 (Maison du Combattant – 70 000 Vesoul), 112 p+ cahier photographique de XXXII p., 12 €.

Les femmes et la Résistance. Hors-série de *La Revue de la Résistance*, avril 2016, 146 p., 15 € franco de port.

Pour commander cette revue, écrire à Jean Ooghe (224, avenue de l'Espérance – 40 140 Soustons). Chèque à libeller à l'ordre de l'ANACR.

Activités du département documentation et publications

La Fondation participe à la Journée nationale de la Résistance le 27 mai 2016

Depuis douze ans, chaque 27 mai, la Fondation de la Résistance vient se recueillir sur le monument Jean Moulin, œuvre du sculpteur Georges Jeanclos, situé en bas des Champs-Élysées pour commémorer l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance, le 27 mai 1943. La Fondation y organise une cérémonie très sobre, de laquelle l'ANACR est associée, marquée uniquement par un dépôt de gerbe (photo 1), avant de raviver la Flamme sous l'Arc de Triomphe.

Après la cérémonie au monument Jean Moulin, le docteur Pierre Morel, Gilles Pierre Lévy et Erwin Rosenberg, respectivement vice-président, secrétaire général et trésorier de la Fondation de la Résistance, se sont rendus sous l'Arc de Triomphe pour présider la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du Soldat inconnu (photo 2), avec à leurs côtés l'association nationale pour la Mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eysses - Unité combattante déportée à Dachau (Bataillon FFI) et le comité parisien de Libération.

Comme à son habitude, la Fondation de la Résistance avait invité une ville à ces cérémonies. Cette année, c'est Brive-la-Gaillarde (Corrèze) qui fut choisie laquelle était représentée par



son maire Frédéric Soulier. Il était accompagné d'une délégation d'élus du Conseil municipal, de présidents et de porte-drapeaux d'associations d'anciens combattants brivistes, de musiciens de l'harmonie municipale Sainte Cécile ainsi que d'une quarantaine d'élèves et de professeurs du collège d'Arsonval et de l'ensemble scolaire Edmond Michelet. Tous ensemble, ils ont pu partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance. Avant la cérémonie, grâce à une visite guidée animée par Hélène Staes et Frantz Malassis de la Fondation de la Résistance, cette délégation briviste a pu décou-



Photos Georges Bouillier/SNAPP reportages.

vrir l'Hôtel national des Invalides et visiter plus en détail les salles dédiées à la Seconde Guerre mondiale du musée de l'Armée, l'Historial de Gaulle et le musée de l'Ordre de la Libération.

Ces initiatives, qui inscrivent dans le cadre de la journée nationale de la Résistance instaurée par la loi du 19 juillet 2013, furent aussi l'occasion pour la Fondation de la Résistance d'y présenter symboliquement plusieurs drapeaux d'associations de résistants aujourd'hui dissoutes. ●

Frantz Malassis

Remise d'un fragment du journal personnel de Léon-Maurice Nordmann (1908-1942) aux Archives nationales grâce à la commission archives

Depuis l'année 2000, la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, le ministère de la Culture (direction des Archives de France) et le ministère de la Défense (direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives) se sont associés pour créer la « commission archives ». Dès 2001, cette commission a lancé une campagne nationale de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la Déportation en sensibilisant leurs éventuels détenteurs par l'intermédiaire du *Guide du détenteur d'archives de la Résistance et la Déportation*⁽¹⁾, de réunions de sensibilisation départementales et d'une exposition « Ensemble, sauvegardons les archives privées de la Résistance et de la Déportation »⁽¹⁾.

Dernier fruit de la collecte ainsi engagée, un cahier contenant 61 pages manuscrites constituant une partie du journal personnel de Léon-Maurice Nordmann a pu être donné aux Archives nationales grâce au travail de la « commission archives ».

Léon-Maurice Nordmann est né en 1908. Avocat à la cour de Paris, il résiste dès 1940 au sein du « réseau du musée de l'Homme ». Cette première grande organisation clandestine de la zone occupée est née autour d'intellectuels parisiens du musée de l'Homme, Yvonne Oddon, Boris Vildé et Anatole Lewitzky, qui ont cherché des contacts avec d'autres noyaux de résistance notamment parmi les avocats et les pompiers parisiens. Arrêté en janvier 1941, alors qu'il cherchait depuis la Bretagne à rejoindre l'Angleterre,

Léon-Maurice Nordmann est interné à la prison du Cherche-Midi avant d'être jugé, en février 1942 par un tribunal allemand, pour la rédaction et la diffusion du journal clandestin *Résistance dont le premier numéro était paru le 15 décembre 1940. Le 23 février 1942, il est exécuté par les Allemands au Mont-Valérien en même temps que six autres membres du réseau du musée de l'Homme: Anatole Lewitzky, Boris Vildé, Jules Andrieu, Georges Ithier, René Sénéchal et Pierre Walter.*

En septembre dernier, par l'intermédiaire de Claire Andrieu, historienne membre du Conseil d'administration et du Comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, la « commission archives » a été contactée par Geoffroy de Lassus, petit-fils d'Elisabeth de la Bourdonnaye, résistante au sein du réseau du Musée de l'Homme. Après sa disparition, Geoffroy de Lassus avait retrouvé dans les archives personnelles de sa grand-mère un cahier écrit par Léon-Maurice Nordmann entre le 25 mars et le 13 avril 1941, durant sa détention à la prison du Cherche-Midi. Après expertise du manuscrit par Julien Blanc, docteur en histoire spécialiste du réseau du musée de l'Homme et, d'un commun accord avec Geoffroy de Lassus et les membres de la « commission archives », ce document historique a été donné aux Archives nationales.

En rapprochant ce manuscrit de l'édition du journal de Léon-Maurice Nordmann publié en 1993, on se rend compte qu'il est beaucoup



Photo Frantz Malassis

Lundi 11 avril 2016 au siège de la Fondation de la Résistance, remise du cahier de Léon-Maurice Nordmann aux Archives nationales. De gauche à droite : Geoffroy de Lassus accompagné de sa fille, le préfet Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance et Patricia Gillet, conservateur en chef aux Archives nationales.

plus complet et contient en particulier bien plus d'informations et de réflexions sur les conditions de vie d'un résistant emprisonné : la souffrance de l'isolement, la monotonie des journées rythmées par les distributions de nourriture, sujet finalement beaucoup moins obsédant chez Léon-Maurice Nordmann que la crainte de l'absence de lectures... Il consigne ainsi dans son cahier ses commentaires sur ses lectures mais aussi sur les rêves qu'il fait, deux moyens d'évasion de l'univers carcéral. ●

Frantz Malassis

(1) Disponible auprès de Frantz Malassis (0147056787).

(2) Léon-Maurice Nordmann, *Journal: 1938-1941*, compte-d'auteur, Carcassonne, imprimerie Gabelle, 240 p., 1993. Préface de Jean Cahen-Salvador.

Activités du département AERI

La Résistance des Alsaciens

Sujet complexe, la résistance alsacienne n'a pas fait l'objet d'études approfondies et, hormis quelques travaux très intéressants, ce thème est resté largement méconnu en Alsace même.

L'intérêt de l'Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens (AERIA), largement soutenue par les collectivités territoriales (Conseil régional et Conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin), a permis une campagne de recherches intensive sur trois ans entre le 1^{er} décembre 2012 au 29 février 2016. Le but était de rechercher des éléments susceptibles de définir et de nourrir la notion de résistance alsacienne.

Dans un premier temps, l'AERIA a tenté de définir qui était Alsacien et quelles étaient les formes de la résistance alsacienne. Cette double problématique a d'ailleurs fait l'objet d'un comité scientifique car ces questions s'avéraient essentielles pour la suite des recherches. Deux définitions ont alors été élaborées : l'une concernant la personne habitant en Alsace le 1^{er} septembre 1939 (une définition plus large prend en compte les personnes vivant loin de leur région natale pour des motifs professionnels) et une autre visant à rapprocher la résistance alsacienne des travaux concernant la résistance allemande. Dans ce dernier cadre, on peut définir une double approche : la *Resistenz* ou opposition avec une portée réduite et la *Widerstand* ou résistance où le but est clairement de combattre le nazisme sous toutes ses formes.

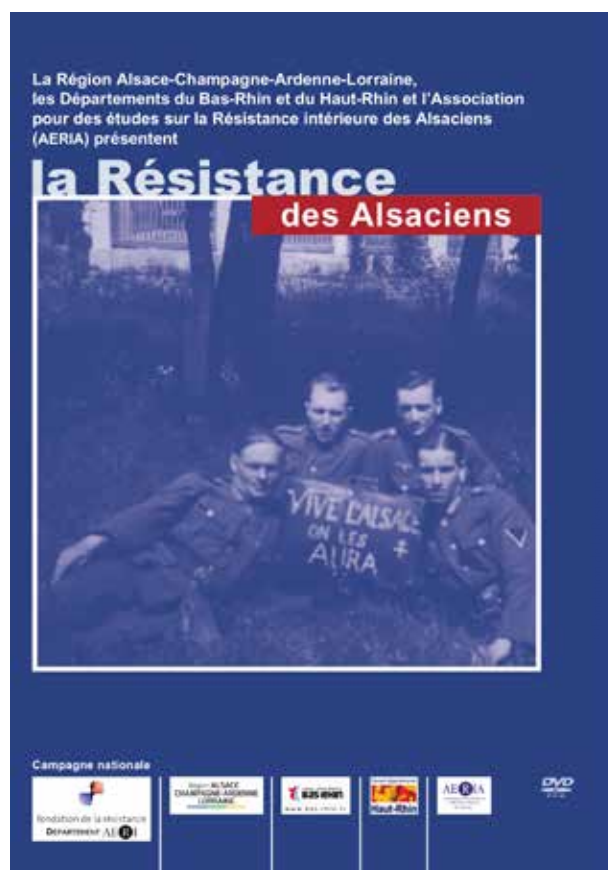
En Alsace, une troisième forme de résistance existe et exige une approche tout à fait spécifique : il s'agit de la résistance à l'incorporation de force. Lors d'un comité scientifique, nous avons pu déterminer deux

angles d'études : la résistance avant et après l'incorporation de force. Ces deux formes n'ont pas la même portée. Mais elles sont considérées toutes deux comme graves par les Allemands puisque les Alsaciens sont alors qualifiés de traîtres à la patrie⁽¹⁾. Ce phénomène a également fait l'objet d'un colloque européen et témoigne ainsi de la véritable politique d'annexion (de fait) menée par les nazis à travers toute l'Europe.

La recherche s'est appuyée sur une campagne de presse importante calquée sur des événements nationaux (8, 27 mai ou 18 juin) mais également locaux (23 novembre)⁽²⁾ pour faire remonter un maximum d'archives privées. Ces opérations ont très bien fonctionné puisque de nombreux fonds ont été découverts et permettent au DVD-Rom de mettre de véritables documents inédits à la portée de tous. Des caricatures, des dessins, des documents sonores ou audiovisuels et des objets ont été collectés au cours de ces recherches et enrichissent considérablement le contenu du projet.

Dans un second temps, parallèlement à cette campagne de communication, des recherches intensives ont été menées au niveau de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) du Bas-Rhin et du Haut-Rhin afin de consulter l'ensemble des dossiers de combattant volontaire de la Résistance (CVR). Cette consultation a permis de définir une liste précise de résistants et résistantes ayant fait reconnaître leur action clandestine et permettant ainsi d'établir une référence sur laquelle nous pouvions nous appuyer. Par la suite, d'autres recherches dans les archives départementales, au service historique de la Défense (SHD) ou dans les associations locales, ont apporté des informations d'un grand intérêt qui ont été recoupées avec les archives privées et les informations issues des dossiers CVR.

Par la suite, deux comités scientifiques ont mis en place l'arborescence du DVD-Rom puis l'organisation de la rédaction avant qu'un comité de relecture ne prenne activement le relais. Dans l'ensemble de ce travail, l'apport des bénévoles de l'AERIA



a été immense et sans leur travail de l'ombre, le DVD-Rom n'aurait pu être aussi complet.

Enfin, dans un dernier temps, de nombreuses personnes, bénévoles, membres associatifs ou non, organismes de mémoire, sociétés d'histoire, membres de familles de résistants ou d'autres, ont participé à la réalisation de ce projet multimédia. C'est grâce à l'ensemble de ces petites et grandes contributions que le projet a pu aboutir. Désirant réaliser un travail le plus exhaustif possible, nous espérons que le DVD-Rom incitera à la réflexion et à la recherche autour d'un thème qui, aujourd'hui, mérite amplement d'être reconnu.

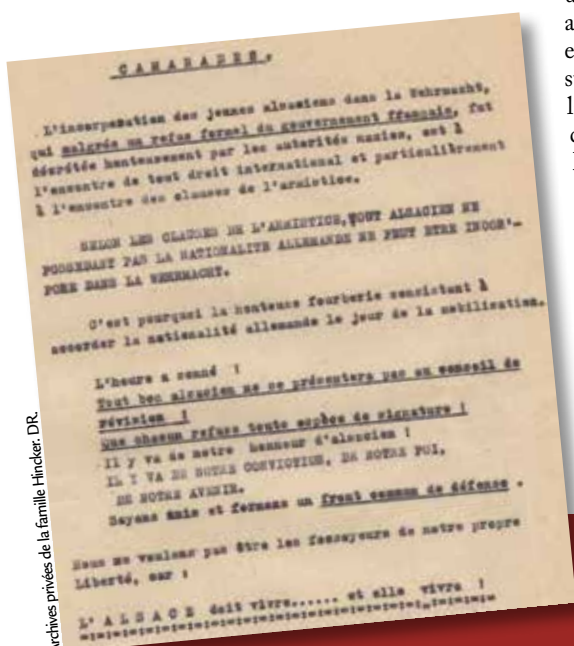
Dans un contexte plus difficile que dans le reste de la France, des milliers d'Alsaciens et d'Alsaciennes se sont opposés au nazisme et se sont engagés dans la Résistance sous des formes d'actions diverses et variées. Aujourd'hui, c'est à eux que ce travail rend hommage.

Le DVD-ROM est disponible sur la librairie en ligne du département AERI http://librairie.aeri-resistance.com/catalogue/dvd-rom_9.htm

Éric Le Normand
Chargé d'études pour l'AERIA

1. La nationalité allemande était attribuée d'office aux Alsaciens en même temps que leur convocation à l'incorporation de force dans la *Wehrmacht* (armée allemande).
2. 23 novembre 1944, libération de Strasbourg.

De nombreux fonds d'archives encore en mains privées ont été découverts à l'occasion de la réalisation du DVD-Rom *La Résistance des Alsaciens* comme ici ce tract du Front de la Jeunesse d'Alsace contre l'incorporation de force dans la *Wehrmacht*, diffusé à l'automne 1942.



Archives privées de la famille Hinder. DR.

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 84 – mars 2016 – 5,50 €*



Dossier thématique

La Résistance alsacienne